

**Saphia Arezki, *De l'ALN à l'ANP. La construction de l'armée algérienne (1954-1991)*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2022, 365 p.**

Jonas Matheron

Mise en ligne : juin 2024

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2024.cr07>

L'ouvrage de Saphia Arezki, issu d'une thèse de doctorat soutenue en 2014 et publiée initialement en Algérie en 2018 aux éditions Barzakh, est le résultat d'un « défi » (p. 14) de taille que s'est lancé son autrice. Celui d'écrire non seulement une partie de l'histoire de l'Algérie indépendante, qui demeure encore aujourd'hui largement sous-explorée, mais surtout une histoire de l'armée algérienne, institution centrale de l'État indépendant qui, auréolée de mystère et de secret, fait l'objet de nombreux fantasmes<sup>1</sup>. Ce défi, « peut-être un peu fou, mais pour tout dire, indispensable » comme le rappelle Malika Rahal dans sa préface (p. 7), est largement réussi.

La première réussite de Saphia Arezki, c'est d'avoir réussi à réunir suffisamment de matière pour écrire cette histoire de la « construction de l'armée algérienne », du déclenchement de la guerre d'indépendance en 1954 au seuil de la « décennie noire » qui déchire le pays à partir de 1991. La méthode choisie par l'autrice pour enquêter sur l'armée algérienne est celle d'une prosopographie de ses officiers, réalisée à l'aide d'une base de données informatique. Le choix de cette méthode aurait d'ailleurs gagné à être davantage justifié et réinséré dans une démarche historiographique, d'autant que la bibliographie, désormais riche sur le sujet, permettrait de le faire<sup>2</sup>. Quoi qu'il en soit, elle retient 194 militaires pour son étude, sur lesquels elle dispose de suffisamment de renseignements. Si l'on peut regretter que ce travail ne se concentre donc que sur une infime partie des dizaines de milliers d'hommes ayant servi dans l'armée algérienne entre 1954 et 1991, Saphia Arezki ne manque pas de préciser que, parmi ceux retenus, figurent « tous les chefs d'État-major, les ministres de la Défense de l'ANP [Armée nationale populaire], les commandants de gendarmerie et les chefs de régions militaires sauf deux » (p. 298). Les analyses statistiques distillées tout au long de l'ouvrage sont donc pertinentes car elles éclairent les trajectoires des élites militaires qui, pendant près de quarante ans, dirigent l'armée algérienne.

Pour trouver des informations sur ces hommes, Saphia Arezki a dû redoubler d'ingéniosité car les archives algériennes, difficiles d'accès pour la période de la guerre d'indépendance, et absolument inaccessibles à partir de

<sup>1</sup> Saphia Arezki détricote précisément certains de ces fantasmes dans son ouvrage, à l'instar d'une idée répandue parmi les journalistes, mais aussi les chercheurs algériens, d'une surreprésentation, à la tête de l'armée algérienne, d'hommes venus d'une région géographique comprise à l'intérieur d'un triangle formé par les villes de Batna, Tébessa et Souk-Ahras (BTS) dans l'est algérien. Elle démontre que cette idée est fautive, et retrace l'histoire de cette expression, en montrant que les trois lettres du sigle BTS ont pu désigner alternativement différentes villes.

<sup>2</sup> Pour une synthèse, voir Lemercier Claire et Zalc Claire (2008), *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, La Découverte.



1962, sont insuffisantes. Mais en consultant le *Journal officiel* algérien, en dépouillant des titres de presse et en particulier le mensuel de l'ANP, *El Djeïch*, en décortiquant les nombreux mémoires et témoignages publiés par les acteurs de cette histoire, en réalisant des entretiens avec quinze d'entre eux, ou encore en relevant quelques informations biographiques sur des pierres tombales d'officiers enterrés au cimetière d'El-Alia ou sur des panneaux explicatifs du musée central de l'Armée à Alger, l'auteur parvient à rassembler suffisamment d'informations pour mener à bien son enquête. Elle se livre ainsi à une belle démonstration d'histoire du temps présent, particulièrement difficile à faire pour le cas de l'Algérie indépendante<sup>3</sup>. Il aurait d'ailleurs été intéressant qu'elle se positionne par rapport à ce champ historiographique dans son introduction. Saphia Arezki ne manque jamais de souligner les limites et les biais des sources et des méthodes qu'elle utilise. Elle assume parfois l'impossibilité de trancher entre différentes versions d'un même événement, comme lorsqu'elle relate « l'affaire Chaâbani » de 1964 (p. 162-166). Seuls quatre témoignages, parfois contradictoires, informent l'entrée en dissidence de cet officier, puis son jugement par une Cour martiale, créée *ad hoc* par le président de la République Ahmed Ben Bella, qui le condamne à mort. Saphia Arezki, tout en assumant qu'« en l'état actuel de la documentation, il est impossible de savoir avec certitude qui a siégé lors du procès de Chaâbani » (p. 164), n'en propose pas moins une analyse pertinente.

Le fil rouge suivi par Saphia Arezki dans son ouvrage est clairement énoncé en introduction : « Le processus de construction de cette armée est indissociable des carrières des militaires algériens qui en sont à l'origine et la composent » (p. 18). Tout au long de son étude, elle ne cesse de décrire d'un même mouvement l'armée, institution au cœur de la guerre d'indépendance puis de la construction de l'État algérien indépendant, et les hommes qui la dirigent, la façonnent et lui doivent leur carrière. Deux hypothèses guident sa recherche : « d'une part, les mécanismes d'attribution des postes de direction de l'ANP, au lendemain de l'indépendance, sont étroitement liés à la formation et au parcours des hommes avant et/ou pendant la guerre et, d'autre part, il existe des groupes et des réseaux mouvants au sein de l'ANP qui influent sur son organisation » (p. 18). En d'autres termes, les liens entre les individus et l'institution ne sont jamais à sens unique. Les carrières des officiers et les structures de l'armée se co-construisent depuis le déclenchement de la guerre en 1954 jusqu'à l'entrée dans la décennie noire en 1991.

Au vu de l'importance que jouent les officiers dans cette histoire, Saphia Arezki choisit judicieusement de consacrer une première partie thématique à la présentation des militaires qu'elle étudie en esquissant les différents profils qui se dégagent de son analyse prosopographique. Elle distingue trois sous-groupes au sein de son corpus (chapitre 1) : « les maquisards de la première heure et les anciens de l'armée française de "première génération" » (p. 53) d'abord, nés entre 1920 et 1933, le plus souvent dans l'est de l'Algérie et qui ont, au moins pour les premiers, un faible niveau d'étude. « De jeunes Algériens souvent mieux instruits que leurs aînés et des anciens de l'armée française de "seconde génération" » (p. 53) ensuite, nés entre 1934 et 1942, qui rejoignent plus tardivement l'Armée de libération nationale (ALN), qui conduit la guerre d'indépendance. Les militaires qui intègrent l'armée après l'indépendance enfin, nés entre 1942 et 1953, et qui n'ont donc pas, ou peu, combattu pendant la guerre.

Dans un deuxième chapitre, Saphia Arezki se concentre sur la formation militaire reçue par ces hommes avant l'indépendance, car celle-ci joue un rôle déterminant dans les positions occupées par les officiers au sein de l'ANP et dans la constitution des réseaux. Elle distingue trois parcours différents au sein de son corpus. Les militaires formés au sein de l'armée française dans les années 1940-1950 d'abord, qui nouent entre eux des « liens qui perdurent ensuite dans l'ANP » (p. 62) notamment à travers l'expérience du feu. S'ils sont volontiers choisis, en raison de leur expérience, pour former à leur tour des combattants pendant la guerre et après l'indépendance, ils jouissent néanmoins d'une mauvaise réputation, régulièrement soupçonnés d'être de mauvais patriotes et de servir les intérêts de la France. Le deuxième groupe est celui des combattants qui, à partir de 1957, sont choisis par la direction de l'ALN pour être envoyés en formation dans des pays étrangers qui soutiennent la lutte de l'Algérie pour l'indépendance (Égypte, Chine, URSS notamment). Au-delà de ces deux groupes structurés d'officiers qui constituent l'élite militaire, d'autres combattants sont formés, à partir de 1957, dans des camps installés aux frontières de l'Algérie, en Tunisie et au Maroc, indépendants depuis 1956 et qui soutiennent la lutte pour l'indépendance algérienne. L'objectif est certes de produire des officiers capables d'encadrer les combattants du

<sup>3</sup> Rahal Malika, « Comment faire l'histoire de l'Algérie indépendante ? », *La vie des idées*, 13 mars 2012. En ligne, consulté le 15/09/2023. URL : <https://laviedesidees.fr/Comment-faire-l-histoire-de-l-Algerie-independante>

présent, mais surtout, à long terme, de bâtir la future armée de l'État algérien indépendant. « En ce sens, on peut dire que l'ANP naît en 1957, au moment où les combattants de l'ALN ne sont plus uniquement destinés à combattre la France, mais à devenir les cadres de l'institution militaire qui prendra le relais de l'ALN, une fois l'indépendance gagnée » (p. 64).

Une fois ces différents profils d'officiers établis, Saphia Arezki les fait entrer en scène dans les deux autres parties de son ouvrage, organisées de manière chronologique. La deuxième partie est consacrée à « la création d'une armée embryonnaire pendant la guerre d'indépendance ». Si le congrès de la Soummam du 20 août 1956 constitue une première tentative d'organisation de l'ALN, « le morcellement des forces et le régionalisme perdurent » (p. 100) alors que le nombre de combattants augmente fortement à partir de 1956 (chapitre 1). C'est aux frontières, et en particulier à la frontière tunisienne, que Belkacem Krim, puis Houari Boumediene, structurent véritablement l'ALN à partir de 1958 (chapitre 2). La création d'un État-major général (EMG) en janvier 1960 qui unifie le commandement de l'armée sous la direction de Boumediene marque l'acte de naissance d'une « force réellement organisée » (p. 124), calquée sur le modèle de l'armée française. Au milieu de l'année 1960, l'ALN dispose de 9 500 combattants en Tunisie et 6 500 au Maroc, entraînés par des officiers expérimentés, et de l'ensemble des services d'une armée classique. Tous ces hommes créent des liens forts entre eux et la frontière devient rapidement un « espace majeur de socialisation » (p. 132) pour les militaires algériens. Si cette expérience commune renforce la « cohésion des troupes » (p. 129), elle fait aussi naître son lot d'« antagonismes » entre les différents profils de militaires qui s'y retrouvent. À l'été 1962, une fois l'indépendance de l'Algérie obtenue, l'armée des frontières dirigée par Boumediene s'impose à la tête de l'État au détriment du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) et place Ahmed Ben Bella à sa tête, élu premier président de la République en septembre 1963.

Dans une dernière partie, Saphia Arezki s'intéresse au « développement d'une armée professionnelle » après l'indépendance. Dès les premières années, l'ANP se trouve confrontée à de nombreux défis (chapitre 1) : intégrer les combattants des maquis au sein de l'armée des frontières, faire reculer l'illettrisme parmi les militaires, gérer le conflit avec le Maroc qui éclate en 1963, mais aussi surmonter les séditions et coups d'État qui se succèdent. Après l'affaire Chaâbani, Houari Boumediene fait arrêter Ahmed Ben Bella le 19 juin 1965 et s'empare du pouvoir à l'occasion d'un coup d'État militaire qualifié de « redressement révolutionnaire ». Le 14 décembre 1967, Boumediene, désormais président de la République, fait à son tour l'objet d'une tentative de putsch fomentée par Tahar Zbiri, chef de l'État-major général. Ces différentes épreuves contribuent toutes à renforcer la cohésion de l'armée par les purges qui s'ensuivent : « suite au 14 décembre 1967, après avoir éliminé tous ses rivaux, Boumediene devient définitivement le chef incontestable de l'armée » (p. 175). Il a désormais les mains libres pour réorganiser l'ANP et répartit les postes de pouvoir selon « un savant dosage entre les différents types de militaires qui ont émergé lors de la guerre » (p. 176). Il s'entoure d'hommes de confiance qu'il place à la tête des services les plus importants du ministère de la Défense qu'il dirige, et constitue ainsi un « cabinet technique » informel sur lequel il s'appuie pour asseoir son autorité sur l'armée. À la tête des cinq régions militaires qui composent le territoire algérien, il place des anciens maquisards, moins bien formés et moins compétents, mais qui disposent d'une légitimité forte auprès des combattants. Enfin, il poursuit et intensifie la politique de formation militaire esquissée pendant la guerre en ouvrant plusieurs écoles militaires sur le territoire algérien, mais également en développant la coopération avec plusieurs pays étrangers (URSS, France principalement).

À la mort de Boumediene fin 1978, les dirigeants de l'ANP se mettent d'accord pour placer à la tête de l'État Chadli Bendjedid, discret colonel en charge de la 2<sup>ème</sup> région militaire (Oranie) depuis quinze ans (chapitre 2). Pour asseoir son autorité et compenser son manque de légitimité, il procède à une « déboumediénisation » de l'État algérien, concept que l'auteur aurait d'ailleurs gagné à creuser davantage (p. 228). Il met à l'écart les fidèles de l'ancien président et place aux postes clés de l'armée une nouvelle génération d'officiers, plus jeunes, souvent passés sous son commandement. Il réforme les structures de l'ANP, crée de nouveaux grades et tente de limiter l'autonomie des services de renseignement, cherchant ainsi à imposer son pouvoir sur les militaires. Mais les émeutes d'octobre 1988 plongent l'armée dans une grave crise qui fait basculer l'Algérie dans la « décennie noire » à partir de 1991. Pour tenter de réagir, Chadli Bendjedid procède à de nombreuses mutations au sein de l'ANP et finit par nommer Khaled Nezzar à la tête du ministère de la Défense le 25 juillet 1990. Ce dernier place à son tour

ses fidèles aux postes stratégiques de l'armée, parachevant ainsi l'ascension d'anciens de l'armée française de deuxième génération.

Au total, l'ouvrage de Saphia Arezki est une publication d'une grande importance. Il permet de poser les bases d'une histoire de l'armée et, en filigrane, de l'État algérien, de 1954 à 1991. Bien sûr, comme le rappelle l'auteur parmi les perspectives de recherche qu'elle propose en conclusion, les relations entre l'armée et le Front de libération nationale (FLN) mériteraient d'être explorées « tant les deux sont liés » (p. 260). Mais à travers cette « première étude exploratoire », comme elle la nomme (trop) modestement (p. 260), Saphia Arezki démontre avec brio à quel point la guerre d'indépendance algérienne a constitué une expérience fondatrice pour l'État algérien. L'armée apparaît à la fois comme un outil au service du pouvoir politique, dont le contrôle constitue un enjeu de taille pour les hommes qui dirigent l'Algérie après 1962, mais également comme une force politique à part entière, capable de dévier à plusieurs reprises le cours de l'histoire. Si la guerre civile qui déchire l'Algérie dans les années 1990 ne trouve pas encore sa place dans son récit historique, elle n'hésite pas à renouer avec le fil du temps en conclusion et, plus encore, dans la postface rédigée en octobre 2020, après les événements du *Hirak*, la mort d'Abdelaziz Bouteflika, celle d'Ahmed Gaïd Salah et l'élection d'Abdelmadjid Tebboune à la présidence de la République. Comme elle semble le prophétiser en achevant son récit, « il ne fait aucun doute que l'institution militaire connaîtra des transformations profondes dans les mois et les années qui viennent » (p. 265).

*Jonas Matheron*  
*Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (France)*

## **Bibliographie**

LEMERCIER Claire et ZALC Claire (2008), *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, La Découverte.

RAHAL Malika (2012), « Comment faire l'histoire de l'Algérie indépendante ? », *La vie des idées*, 13 mars 2012. En ligne, consulté le 15/09/2023. URL : <https://laviedesidees.fr/Comment-faire-l-histoire-de-l-Algerie-independante>.